



Décision n° 2018-298

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
et refusant des survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 30 juillet 2018 par Monsieur BRIGNAND Didier,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'un reportage pour la chaîne de télévision France 2 intégrant des séquences réalisées en accompagnant les participants au séjour « Le Panoramique du Mercantour », prestation d'accompagnement en montage proposé par l'agence « Destination Merveilles »,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 3° promotion de produits référencés dans la cadre de la marque collective Esprit Parc National »,

Considérant que la demande comporte le survol d'un drone – aéronef télépiloté sans personne à bord – et que les dates d'utilisation de celui-ci pour le tournage du documentaire apparaissent globalement compatibles avec la modalité 29 de la charte à savoir « *le directeur peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles de survol (...) 3° pendant la période comprise entre le 1^{er} juin et le 15 octobre pour les autres demandes* »,

Considérant toutefois que la vue d'un drone survolant ce lieux ainsi que les images aériennes incorporées au reportage peuvent générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir en dépit des impacts environnementaux générés et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc et, qu'à ce titre, il convient de limiter au maximum les autorisations dérogatoires délivrées au profit de l'usage des drones,

Considérant enfin que dans le cas présent, il existe des alternatives possibles à l'usage d'un drone à partir des points hauts accessibles à pieds situés dans les environs proches et que celles-ci offrent des panoramas de qualité sur les sites et leur contexte géographique,

Décide :

Article 1:

La chaîne FRANCE 2 – GROUPE FRANCE TELEVISION, représentée par Madame ERNOTTE Delphine et Monsieur VIKTOR Frédéric, journalistes ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser un reportage valorisant les paysages du Mercantour à travers le parcours de la prestation « Le Panoramique Mercantour » proposé par l'agence « Destination Merveilles ».

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la date du lundi 06 août 2018 sur le secteur du Boréon – Lac de Trécolpas (Valdeblorre et St-Martin-Vésubie, 06)

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre notamment, la poursuite de toute espèce animale est interdite.

3.2. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du Parc national.

A ce titre, les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de survol à moins de 1000 mètres du sol d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Article 6 :

6.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer dans leur reportage, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, les bénéficiaires transmettront au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie du documentaire ou un lien Internet lui permettant de visionner le reportage sans limite de durée de validité.

6.3. Les bénéficiaires autorisent le Parc national du Mercantour à publier le cas échéant, le lien électronique du documentaire sur son site Internet.

6.4. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le reportage énoncé dans leur demande. La cession à un tiers n'est pas davantage autorisée par la présente.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 1^{er} août 2018

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour



Laurent SCHEYER